



REVUE DE PRESSE SPECIALE UE-HAÏTI

De fin novembre à la première semaine de décembre 2013

CLICKEZ sur les liens pour accéder aux articles en version intégrale

Lancement de deux programmes de sécurité alimentaire



Dans le cadre de la coopération entre l'UE et Haïti, l'Union européenne et le Gouvernement haïtien ont procédé officiellement à la signature de deux conventions de financement pour le programme de sécurité alimentaire 2013 et le Programme d'appui à la prise en compte du changement climatique et, d'un montant respectif de 7,3 et 6 millions d'euros. La mise en œuvre de ces deux nouveaux programmes débutera respectivement à la fin de l'année 2013 et au premier trimestre 2014.

Renforcement des capacités de l'Etat à produire et à gérer des données agricoles

La convention sur le Programme thématique de sécurité alimentaire 2013 vise à renforcer les capacités de l'Etat à produire et à gérer des données agricoles pertinentes de façon à disposer d'un outil statistique efficace pour la prise de décision. Au niveau local, le Programme permettra d'accroître les performances des entités déconcentrées des ministères, notamment les directions départementales.

Intégration des aspects liés au changement climatique dans les politiques de développement

La convention sur le programme d'appui à la prise en compte du changement climatique vise quant à elle à intégrer les aspects liés au changement climatique dans les politiques de développement. Ce programme, qui s'inscrit dans le cadre de l'initiative Alliance mondiale contre le changement climatique de l'Union européenne (AMCC), compte parmi ses objectifs de renforcer les capacités étatiques en matière d'adaptation au changement climatique.

La sécurité alimentaire : un enjeu central pour le développement d'Haïti

A l'occasion de cette cérémonie, l'ambassadeur de l'Union européenne, Javier Nino Perez, dit croire qu'il est devenu primordial d'intégrer la lutte contre le changement climatique dans nos stratégies de développement pour contrer ses conséquences néfastes à la fois sur l'agriculture, les ressources naturelles et les conditions de vie des populations les plus vulnérables. Ce programme que l'UE initie avec le ministère de l'Environnement permettra non seulement de renforcer les

acteurs institutionnels du secteur, mais aussi de promouvoir des actions très concrètes qui soient bénéfiques à l'environnement et nous orientent vers un développement durable, selon M. Perez.

L'amélioration de la sécurité alimentaire constitue un enjeu central pour le développement d'Haïti et le bien-être de la population. Ce secteur figure parmi les priorités de notre coopération avec Haïti, a ajouté l'ambassadeur de l'Union européenne.

La sécurité alimentaire passe par une augmentation de la production agricole locale

Le ministre de l'Agriculture, Thomas Jacques, estime que la Sécurité alimentaire en Haïti passe inévitablement par une augmentation certaine et durable de la production agricole locale, laquelle reste conditionnée par notre capacité à promouvoir une agriculture plus résiliente et mieux adaptée aux changements climatiques.

L'initiative apportera une note de soulagement à la dégradation environnementale

Pour sa part, le ministre de l'environnement, Jean François Thomas, a souligné que le ministère de l'Environnement ne peut que se réjouir et appuyer cette belle initiative de l'Union européenne qui apportera une note de soulagement à cette situation de dégradation environnementale et ses conséquences.

L'Ordonnateur national, Jean Edner Nelson, qui est l'interlocuteur du gouvernement auprès des partenaires européens, a précisé que ces deux conventions interviennent à point nommé, à un moment où le gouvernement s'engage dans une profonde réflexion sur la stratégie de développement national qui a donné naissance au plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH). M. Nelson souligne que la signature de ces deux conventions témoigne de l'importance que revêt aux yeux de l'Union européenne l'appropriation de l'aide au développement par l'Etat haïtien, à travers l'implication des ministères de l'Agriculture et de l'environnement, maitre-d'œuvres de ces différents programmes.

Les actions prévues

Parmi les actions prévues dans le cadre du Programme d'appui à la prise en compte du changement climatique figurent la conduite d'études et d'évaluations : construction en matériaux adaptés, substitution du charbon de bois par d'autres sources d'énergie renouvelables, ou encore la diversification des moyens de subsistance et des revenus adaptés qui entraîneront une moindre dépendance vis-à-vis des ressources naturelles.

En ce qui concerne le Programme thématique de sécurité alimentaire, une attention particulière sera aussi portée à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables du Nord-Ouest et de l'Artibonite, notamment en développant leurs moyens de subsistance et de production, en diffusant de nouvelles techniques de production et en créant des filets de sécurité.

<http://www.signalfmhaiti.com/cooperations/1349-lancement-de-deux-programmes-de-securite-alimentaire.html>

Plus de 13 millions d'euros en faveur de la sécurité alimentaire et du changement climatique

Plus de 13 millions d'euros en faveur de la sécurité alimentaire et du changement climatique

5/12/13: L'État haïtien et l'Union européenne ont conjointement signé, jeudi, deux conventions de financement pour deux Programmes visant à renforcer la sécurité alimentaire et à répondre aux défis du changement climatique pour un montant qui s'élève à 13,3 millions d'euros.



Dans le cadre de la coopération entre l'Union européenne et Haïti, l'ambassadeur et chef de délégation de l'UE, Javier Niño Pérez, et le gouvernement haïtien à travers l'Ordonnateur national du fonds européen du développement, Jean Edner Nelson, le ministre de l'Agriculture, Thomas Jacques et le ministre de l'Environnement, Jean François Thomas, ont procédé à la signature de deux conventions de financement pour le programme thématique de sécurité 2013 et le programme d'appui à la prise en compte du changement climatique. 7, 3 millions d'euros pour le programme thématique à la sécurité alimentaire et 6 millions ont été octroyés pour le programme d'appui à la prise en compte du changement climatique. Cette action vise d'une part à améliorer la sécurité alimentaire via le programme thématique de sécurité alimentaire, et d'autre part à protéger l'environnement et les populations vulnérables face aux risques climatiques via le programme d'appui à la prise en compte du changement climatique.

« Aujourd’hui, la sécurité alimentaire et l’adaptation au changement climatique représentent les défis majeurs de notre siècle qui appellent à une mobilisation et à une coopération renforcée, a déclaré Javier Niño Pérez, ambassadeur et chef de la délégation de l’Union européenne en Haïti. La signature des deux conventions marque certainement une étape modeste mais ambitieuse, pour contribuer à relever ensemble ces défis fondamentaux pour le bien-être de la population. » Renforcer la capacité du ministère de l’Agriculture, poursuivre des enquêtes agricoles et doter le MARNDR d’une grande capacité de coordination et d’interventions dans le secteur agricole, particulièrement de développer des interventions orientées vers la production, la transformation et la commercialisation des produits agricoles et alimentaires, sont les objectifs que poursuit le programme de la sécurité alimentaires. « Une attention particulière sera portée aussi à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables du Nord-Ouest et du département de l’Artibonite en développant leurs moyens de subsistance et de production, en diffusant de nouvelles techniques de production et en créant des filets de sécurité », a dit le ministre Thomas Jacques.

« S’inscrivant dans le cadre de l’initiative de l’Alliance mondiale contre le changement climatique de l’Union européenne (AMCC), la convention sur le programme d’appui à la prise en compte du changement climatique vise, quant à elle, à intégrer les aspects liés au changement climatique dans les politiques de développement et à renforcer la capacité étatique en matière d’adaptation au changement climatique », a souligné Jean Edner Nelson, ordonnateur national du FED. Parmi les actions prévues dans le cadre de ce programme, une série de mesures seront prises au bénéfice des populations pour qu’elles soient mieux préparées aux risques et désastres et participent à la protection de leur environnement. « La substitution du charbon de bois par d’autres sources d’énergie renouvelable va aider beaucoup l’environnement ». C’est l’une des mesures envisagées. En présence de l’ambassadeur de France, d’Allemagne, d’Espagne et du chargé d’affaires du Royaume-Uni, l’ordonnateur national du fonds européen de développement en Haïti a déclaré : « En signant ces accords ce matin, nous sommes en train de prendre un engagement public, au nom des acteurs, de mettre à exécution les programmes dans les termes définis de ces accords et à transformer les conditions de vie de la population la plus vulnérable. » Ajoutant que l’objectif est de sortir Haïti de la situation d’insécurité alimentaire qu’elle a connue au cours des 50 dernières années. La mise en œuvre de ces deux initiatives débutera à la fin de 2013 et au premier trimestre de 2014.

<http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/124856/Plus-de-13-millions-deuros-en-faveur-de-la-securite-alimentaire-et-du-changement-climatique.html>

Haïti-UE : 2 accords pour lutter contre l’insécurité alimentaire et les défis des changements climat



5/12/13: Le gouvernement haïtien et l'Union Européenne ont paraphé, jeudi, deux conventions de financement, qui concernent deux nouveaux programmes englobant le renforcement de la sécurité alimentaire et la prise en compte des défis du changement climatique en Haïti. La signature de ces mémorandums a été faite par l'ambassadeur et chef de la délégation de l'UE en Haïti, M Javier Nino Perez, le ministre de l'Agriculture et des Ressources naturelles, M. Thomas Jacques, le ministre de l'environnement M. Jean François Thomas et l'Ordonnateur national du Fonds Européen de développement (FED).

Ces deux conventions d'une valeur de plus de 13,3 millions d'euros, dont 7,3 millions euro pour la sécurité alimentaire et 6 millions d'euros pour les changements climatiques, débiteront à la fin de cette année et au premier trimestre de 2014. La première convention vise à améliorer la sécurité alimentaire de la population et le second servira à mieux protéger l'environnement et les populations vulnérables face aux risques sismiques, a informé l'UE.

« La mise en œuvre du programme thématique de sécurité alimentaire de 2013, d'un montant de 7.3 million d'euros permet d'améliorer la gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays et contribuera directement au renforcement de la sécurité alimentaire de la population du Nord-ouest et du haut-Artibonite », a déclaré M Perez. Il affirme que la signature vient rappeler la force de la coopération entre l'UE et Haïti, fondée sur un partenariat étroit et participatif mené avec et pour le Haïtiens.

« La signature de ces deux conventions marque une étape modeste plus ambitieuse, pour contribuer à relever ces défis fondamentaux pour le bien être de la population », croit l'ambassadeur de l'UE. Le ministre de l'environnement M. Jean François Thomas a applaudi l'implication de l'UE dans la préservation de l'environnement en Haïti qui rentre dans le cadre des préoccupations mondiales de la recherche de l'amélioration de vie de l'être humain.

Aussi il souligne, qu'à partir de la signature de ces conventions, le gouvernement haïtien et ses partenaires avancent à grand pas vers la solution recherchée en vue de l'amélioration des conditions de vie de la population haïtienne. De son côté, le ministre de l'Agriculture M. Thomas Jacques a indiqué que ces conventions s'inscrivent en ligne droite du programme triennal agricole du gouvernement haïtien, dont la mise en place incombe au ministère de l'Agriculture.

M. Jacques se réjouit que ce financement ait pris en compte une de composante de la sécurité alimentaire qui est l'appui à la gouvernance de la sécurité alimentaire. Il espère que ce fonds contribuera à « mieux cibler et mieux faire connaître les disponibilités et prévisions alimentaires afin de mieux anticiper les dispositions à prendre ». Pour sa part, l'ordonnateur national du FED, Jean Edner Nelson, a indiqué que l'objectif de ces accords de financement de partenariat est de travailler ensemble afin d'arriver à sortir le pays de la situation d'insécurité alimentaire qu'il a connu au cours des 30 dernières années

<http://www.hpnhaiti.com/site/index.php/nouvelles/23-reconstruction/11195-haiti-ue-2-accords-pour-lutter-contre-linsecurite-alimentaire-et-les-defis-des-changements-climat>

Haïti-Ue : Signature de deux accords dans le domaine alimentaire et de l'environnement



5/12/13: 13,3 millions d'euros sont disponibles pour financer des projets visant à combattre l'insécurité alimentaire dans le pays et à protéger l'environnement des risques liés aux changements climatiques, apprend AlterPresse.

Le chef de la délégation de l'Union Européenne en Haïti Javier Niño Pérez et les ministres de l'environnement Jean François Thomas et de l'agriculture Thomas Jacques ont paraphé deux conventions y relatives, lors d'une cérémonie tenue à Juvénat (périphérie est) dans la matinée du 5 décembre. L'Ue financera les programmes sur la sécurité alimentaire à hauteur de 7,3 millions d'euros, et 6 millions d'euros les plans de lutte pour la protection environnementale.

Javier Pérez estime que « la sécurité alimentaire et l'adaptation au changement climatique représentent des défis majeurs de notre siècle, qui appellent à une mobilisation et une coopération renforcée ». Et la signature des deux conventions marque « une étape, modeste mais ambitieuse » dans le relèvement de ces « défis fondamentaux », croit le chef de l'Ue en Haïti.

Le ministre de l'agriculture des ressources naturelles et du développement rural (Marndr), Thomas Jacques, reste « persuadé » que la mise en œuvre des différents projets qui seront financés à contribuera à « renforcer le secteur agricole » en général. Il a également assuré la délégation de l'Ue qu'il a fait « un très bon choix de financement ».

Pour sa part Jean François Thomas reste convaincu que ces accords sont « un pas vers l'amélioration de la mauvaise condition de vie de l'être humain ». Les actions qui seront conduites à partir de ces financements devront permettre le renforcement du Ministère de l'agriculture, la mise en place d'une base de données fiables sur les situations alimentaires dans le pays et une amélioration de la disponibilité et de l'accès à la nourriture pour les plus vulnérables.

Les autorités haïtiennes et l'Ue espèrent que ces programmes encourageront des bonnes pratiques et techniques pour une gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles. [srh kft apr 05/12/2013 16 :45]

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article15613>

Haïti - Économie : Le Ministère du Commerce appuie l'entrepreneuriat au pays

26/11/13: Dans le cadre du programme d'appui au développement des entreprises, le Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI), avec l'appui du Programme d'Appui au MCI (PAMCI) de l'Union Européenne et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), a organisé un atelier sur le système d'appui au développement de l'entrepreneuriat en Haïti, les 21 et 22 novembre dernier.

Avec pour objectifs principaux, le renforcement des Petites et Moyennes Entreprises (PME), l'évaluation des potentiels économiques d'Haïti et la validation du système d'appui au développement de l'entrepreneuriat élaboré par le MCI. Dans son intervention d'ouverture Mme Katyana Argueta, la Directrice principale a.i. du PNUD, a salué « la démarche du Ministère en se focalisant sur ces principaux créateurs d'emploi dans le pays : les Micro Petites et Moyennes Entreprises (MPME) et en identifiant l'accompagnement à leur fournir est louable. Dans cette vision de long terme, le Ministère a voulu prendre ses responsabilités avec toute la rigueur que cette tâche assez complexe demande [...] Le Ministère fait un énorme effort d'innovation, de modernisation de sa structure, de sa façon de fonctionner et des services offerts. ».

La première journée a débuté par la présentation du plan stratégique triennal du MCI, qui avait pris l'engagement de préparer un plan d'accompagnement adapté aux MPME, afin de favoriser la croissance économique et générer de l'emploi. La deuxième journée, était consacrée particulièrement à la présentation des produits typiques identifiés par département, et à des ateliers spécifiques sur les thèmes prioritaires de la proposition de la politique de développement des MPME.

Durant ces deux jours, la Société Civile, les associations professionnelles et les représentants des différentes Chambres de Commerce et d'Industrie, ont eu l'opportunité de contribuer, par des propositions et des commentaires, sur les thématiques présentés. En outre, les ateliers qu'ils ont constitués autour des thèmes prioritaires, leur ont permis d'échanger et de discuter sur la structuration et le financement, la connexion aux marchés des MPME, ainsi que sur le programme de création et de développement de micro parcs industriels du Ministère, en vue de la validation du système et l'élaboration finale de la stratégie d'accompagnement des MPME.

<http://www.haitilibre.com/article-9956-haiti-economie-le-ministere-du-commerce-appuie-l-entrepreneuriat-au-pays.html>

Haïti-Technologie : Un télécentre communautaire à Carrefour-Feuilles pour favoriser l'accès au multimédia et l'engagement citoyen



21/11/13: L'inauguration formelle du télécentre communautaire du quartier de Carrefour-feuilles (périphérie sud) a eu lieu le 20 novembre 2013 en présence de plusieurs utilisateurs, d'autres membres de la communauté, des représentants de l'Union Européenne, du Groupe Médialternatif et d'autres partenaires du projet.

Cet espace d'échanges, de socialisation où les technologies de l'information et de la communication donnent la voix à la communauté est mis en place dans le cadre du projet « droit à la communication pour la citoyenneté active des jeunes et des femmes à Port-au-Prince ». Solidarité des Femmes Haïtiennes (Sofa), Centre Pétion Bolivar et l'organisme italien CISV sont les partenaires de Medialternatif dans l'exécution de ce projet financé par l'Union européenne.

L'animation technologique, la formation sur la problématique de genre et l'apprentissage de la mise en place de plaidoyer constituent une partie des activités qui seront menées au niveau du télécentre communautaire de Carrefour feuilles.

« Les jeunes avaient soif de cet espace. Ils apprennent énormément et en tirent de substantifiques profits », confie l'animateur principal du télécentre, Jean-Yves Agenor. Ce que ne dément pas la jeune bénéficiaire Marie Stalan Vilson, qui avoue pouvoir utiliser un ordinateur grâce à ce projet.

Gotson Pierre a souligné la possibilité pour les jeunes de « renforcer leurs capacités à participer dans la vie de leur communauté » en rappelant que l'objectif du projet est « de contribuer dans la réalisation du droit à la communication des personnes vivant dans la communauté et d'améliorer leur accès à l'espace public ». Deux autres structures similaires seront inaugurées prochainement au niveau du quartier de Bon-Repos (périphérie nord) et de la commune de Carrefour (périphérie sud) en vue de permettre aux utilisateurs et utilisatrices de partager leurs expériences et de s'ouvrir au monde comme acteur de la communication.

Prenant la parole à cette inauguration, David Bouanchaud, représentant de l'Union Européenne a rappelé que « la démocratie ne se limite pas aux élections, elle se fait tous les jours. C'est la possibilité pour tous de pouvoir dire ce qu'ils pensent, ce qu'ils veulent et comment ils le veulent. Pour faire la démocratie, il faut des outils. Et des outils de communication comme internet favorise l'exercice démocratique ».

Cette inauguration du télécentre communautaire a été aussi l'occasion pour les jeunes de mettre en exergue le potentiel artistique de la zone. « J'ai aussi appris que l'art est un moyen de communication » confie une bénéficiaire. [efd gp apr 21/11/2013 12:00]

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article15517>

Haïti - Environnement : Phase II des travaux de la ravine Mangonès à Martissant

20/11/13: Après 32 mois de travail par la firme haïtienne Gataphy, dans une bonne partie de la ravine Mangonès, une nouvelle étape vient d'être franchie. En effet, depuis le début du mois de novembre, les travaux de drainage ont été lancés dans la deuxième partie de la ravine. À la fin du mois de septembre, la firme Gataphy, sous la supervision du bureau d'études, Beta Ingénieurs Conseils, a remis la première partie des travaux de la ravine Mangonès, qui ont été financés en majeure partie par l'Union européenne. Ce travail, très important pour le drainage des eaux pluviales à Martissant, a été divisé en deux phases.

Cette première partie de la ravine mesure environ 532 m et traverse le Mémorial du parc de

Martissant, la rue Crepsac et le Centre culturel Katherine Dunham, pour déboucher sur le quartier de Soray. Le Ministère des Travaux Publics était le maître d'ouvrage et la Fondation Connaissance et Liberté (FOKAL), a travaillé en maîtrise d'ouvrage déléguée. Des travaux additionnels : murs de soutènement, d'un perré maçonné, d'une reprise de fond de canal et de quelques passerelles supplémentaires, non prévus par l'étude initiale, mais indispensables, ont été pris en charge par le fonds de l'Agence Française de Développement (AFD).

L'autre partie de la ravine d'environ 318 m, traverse le quartier de Delwi-la Paix (zone Ti Bois), jusqu'au Mémorial. Cette partie de la ravine en zone très urbanisée, est prise en charge entièrement par les fonds de l'AFD. Les travaux seront réalisés par les mêmes intervenants et dureront 4 mois. L'Unité de Construction de Logements et de Bâtiments Publics (UCLBP) sera le maître d'ouvrage délégué du Ministère et la FOKAL assurera de son côté, le suivi des travaux et se chargera de la maîtrise d'ouvrage urbain et social.

Rappelons que c'est dans le cadre de son travail dans le quartier de Martissant que la Fondation Connaissance et Liberté (FOKAL) avait lancé en août 2010 un projet intitulé « système de gestion des déchets solides » sur financement de l'Union européenne. Ce projet, entre autres activités, avait prévu la reprise totale de la canalisation de la ravine Mangonès.

<http://www.alterpresse.org/spip.php?article15480>

UE-Elections

Selon radio Caraïbe qui cite une source officielle de l'Union européenne, cet organisme international impliqué depuis des années dans le financement des élections en Haïti, n'entend pas financer deux élections dans le pays en l'espace d'une année. L'Union européenne qui dit regretter les retards accumulés dans l'organisation des élections dans le pays, plaide pour la réalisation d'une seule élection au mois d'octobre 2014 prochain. Cette déclaration a été faite, cette semaine, dans le cadre de la Journée européenne tenue à Bruxelles en Belgique.

Une enveloppe de 5 millions de dollars américains, est la somme prévue par l'UE pour le financement de ces prochaines élections en Haïti, d'après la même source, citée par la station privée de la capitale.

[http://www.hpnhaiti.com/site/index.php/politique/11096-haiti-ue-elections-lunion-europeenne-
nentend-pas-financer-deux-elections-en-un-an](http://www.hpnhaiti.com/site/index.php/politique/11096-haiti-ue-elections-lunion-europeenne-
nentend-pas-financer-deux-elections-en-un-an)